

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Centre  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 04/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TREDI Strasbourg**  
74 QUAI JACOUTOT  
67000 STRASBOURG

Références : 413MS/CE  
Code AIOT : 0006700413

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement TREDI Strasbourg implanté 74 quai Jacoutot - 67000 STRASBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TREDI Strasbourg
- 74 quai Jacoutot - 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006700413
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Trédi exploite à Strasbourg un incinérateur de déchets dangereux équipé de deux fours rotatifs. Elle y incinère également des déchets d'activité de soin à risques infectieux. L'établissement est classé SEVESO seuil haut.

Les enjeux environnementaux majeurs résident dans la prévention des accidents, notamment l'incendie, et la limitation des émissions de polluants atmosphériques.

Les textes de référence de la présente inspection sont les arrêtés ministériels :

- du 20/09/2002, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- du 12/01/2021, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets, relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets, relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ont été mises à jour le 22/05/2023.

## Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Conformité incinérateurs IED
- Déchets
- IED-MTD
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Aucune fiche ne conclut à des propositions de suites administratives.

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nécessite une attention particulière cf. fiche n°7.

En application de la circulaire interministérielle mentionnée, l'inspection doit notifier ce qui suit :

- Jusqu'à l'établissement de la preuve qu'une température d'incinération de 1200°C est garantie à tout moment de leur incinération, les déchets cytotoxiques de la nature de ceux observés dans la cour à côté du hall à fûts ne peuvent continuer à être traités à Strasbourg.

- La température de 1200 °C doit non seulement pouvoir être atteinte par le four, mais être effective tant que de tels déchets cytotoxiques y sont présents.

#### **Observations, questions.**

L'inspection et l'exploitant ont convenu qu'une campagne sur jauges Owen sera réalisée périodiquement, au moins tous les trois ans, en complément du prélèvement annuel de lichens. Une première campagne de ce type sera opportunément réalisée en 2024.

L'inspection attend un compte-rendu des investigations sur l'origine du pic de mercure observé lors de la visite, en salle de contrôle.

L'inspection souhaite que les résultats de la surveillance sur échantillonnage à long terme soient commentés en référence au tableau 7 des conclusions "MTD" et que la masse totale des PCB-DL, non pondérée, soit indiquée. L'attention de l'exploitant est appelée sur les règles de pondération (IteqOTAN et TEF OMS), variables suivant les paramètres. Les TEF OMS auraient été revus en 2022.

Une bonne pratique serait d'indiquer les profils par congénères (histogramme) dans les rapports, pour les PCB et les dioxines

La vulgarisation de l'information donnée par l'état des stocks est encore perfectible.

Un incendie, dont la maîtrise pourra nécessiter plusieurs heures, voire la journée, requerra non seulement des analyses d'air au sol (que les pompiers réaliseront aussi, sur d'autres gammes de paramètres), mais également des analyses rapides de retombées de suies (lingettes par exemple, pour la recherche de polluants organiques persistants, dioxines HAP ...) ou encore d'eau (le site est raccordé au Rhin).

#### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Retombées des émissions atmosphériques (examen des modalités actuelles)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, retombées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux.
<b>Constats :</b> A ce jour, la surveillance environnementale réalisée (PCDD/F, PCB indicateurs et "DL", métaux) n'a pas mis en évidence de problématique particulière qui puisse être mise directement en relation avec l'exploitation. Comme l'a demandé l'inspection, l'exploitant réexamine les conditions de cette surveillance. L'avancement des travaux et les premières conclusions ont été présentés en visite.  L'inspection et l'exploitant ont convenu qu'une campagne sur jauges Owen sera réalisée périodiquement, au moins tous les trois ans, en complément du prélèvement annuel de lichens. Une première campagne de ce type sera opportunément réalisée en 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 2 : Déchets pulvérulents de l'incinération, prévention des pollutions.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 26
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, pollution par les déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet

**Prescription contrôlée :**

Les déchets et les différents résidus produits doivent être entreposés séparément avant leur utilisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

**Constats :**

Le passage au pied des filtres et au dépôt en GRV des REFIDD n'a pas montré d'anomalies le jour de la visite. Il est rappelé que les eaux pluviales du site sont confinées.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 3 : Maîtrise et surveillance des émissions de mercure**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 2, 2.2.2

**Thèmes :** Risques chroniques, rejets de mercure

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans objet

**Prescription contrôlée :**

annexe 2, point 2.2.2. : surveillance en continu du mercure

APC du 12/06/2023 prescrivant l'assurance qualité des appareils de mesure en continu.

**Constats :** L'usine est équipée d'un système de surveillance en continu du mercure.

Depuis le 03/12/2023, la teneur maximale en mercure des fumées est ramenée de 50 à 20  $\mu\text{g}/\text{m}^3$  en moyenne journalière.

Les appareils de mesure en continu ont été mis en place avant l'échéance du 03/12/2023. Il n'a pas été rapporté de dépassement de la valeur limite opposable depuis le 03/12/2023.

Pour les contrôles QAL3, l'exploitant entend utiliser un système interne automatique, pilotable à distance, pour l'application des matériaux de référence.

Un tel automatisme intégré à l'appareil peut être admis, mais sous condition. Au §7.3 de la norme EN 14181, il est en effet indiqué : *"une alternative à l'utilisation d'une carte de contrôle extérieure est d'utiliser des procédures intégrées à l'AMS. L'AMS peut inclure des contrôles au zéro et en concentration qui peuvent être utilisés pour compenser la dérive et avertir de problèmes au niveau des instruments. Si un rapport QAL1 certifie, conformément à l'EN 15267-3, que ces contrôles internes au zéro et en concentration conviennent au QAL3, ils peuvent être utilisés dans le cadre du QAL3 et ne sont plus considérés comme faisant simplement partie intégrante de l'AMS."*

Pendant la visite, la teneur en mercure des fumées du four 3 est apparue élevée en valeur instantanée. Sur le même four, l'injection en réactif de traitement était augmentée par l'agent de quart.

L'exploitant a rendu compte le lendemain d'une teneur conforme en moyenne journalière (17,7  $\mu\text{g}/\text{m}^3$ ).

Il a aussi rendu compte d'investigations sur le déchet soupçonné d'être à l'origine du rejet, dont les analyses d'acceptation ne montrent pas de teneur en mercure non-conforme (NB : *les critères de l'exploitant sont plus sévères que la réglementation*). Une hétérogénéité du déchet est à ce stade une explication avancée.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 4 : Maîtrise et surveillance des émissions de PCB DL**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 2, 2.2.2

**Thèmes :** Risques chroniques, rejets de mercure

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans objet



**Prescription contrôlée :**

annexe 2, point 2.2.2. : PCB de type dioxines ("DL" : dioxine-like)

Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8).

Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm<sup>3</sup>.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

**Constats :**

La surveillance des émissions de PCB DL sur échantillonnage à long terme est en place.

Les résultats sur échantillonnage à long terme sont tous conformes à la valeur-guide de 0,1 ng/m<sup>3</sup> Iteq (dioxines et furannes + PCB-DL) extraite de la décision d'exécution UE 2019/2010 de la Commission du 12/11/2019, non reprise à l'arrêté ministériel du 12/01/2021.

L'inspection souhaite que les résultats de cette surveillance soient commentés en référence au tableau 7 des conclusions "MTD" et que la masse totale des PCB-DL, non pondérée, soit indiquée. L'attention de l'exploitant est appelée sur les règles de pondération (IteqOTAN et TEF OMS), variables suivant les paramètres. Les TEF OMS auraient été revus en 2022.

Une bonne pratique serait d'indiquer les profils par congénères (histogramme) dans les rapports, pour les PCB et les dioxines.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 5 : mesures des dioxines et furannes (PCDD/PCDF), performances**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 7

**Thèmes :** Risques chroniques, PCDD/PCDF

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans objet

**Prescription contrôlée :**

Valeur limite de la teneur en PCDD/PCDF des fumées.

**Constats :** Depuis le 03/12/2023, la valeur limite de référence (figurant à l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021) est de 0,08 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup> en moyenne sur une période d'échantillonnage de 2 à 4 semaines.

Les résultats "long-terme" postérieurs au 03/12/2023 sont conformes.

Cet arrêté ministériel ne définit pas de valeur pour la période d'échantillonnage à court terme qu'il définit comme une période d'échantillonnage de 6 à 8 heures. Mais la borne supérieure pour la teneur en PCDD/DF sur une telle période d'échantillonnage est de 0,06 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup> suivant la décision d'exécution UE 2019/2010 de la Commission du 12/11/2019, valeur non reprise à l'arrêté ministériel du 12/01/2021.

Les résultats "court-terme" postérieurs au 03/12/2023 ne dépassent pas cette limite, à ce stade indicatif.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 6 OTNOC**

<b>Référence réglementaire :</b>
<b>Thèmes :</b>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.5. Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) 3.5.1. Plan de gestion des OTNOC  L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité (...)  Un tel plan est en place. 8 conditions "OTNOC" sont définies. L'enregistrement des périodes OTNOC pour les deux fours a été présenté. A ce stade, ce sujet n'appelle pas d'observations de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 7 Incinération de déchets d'activités de soin ou de médicaments**

<b>Référence réglementaire :</b> Circulaire DHOS/E4/DGS/SD7B/DPPR n°58 du 13/02/2006
<b>Thèmes :</b> déchets particuliers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Circulaire DHOS/E4/DGS/SD7B/DPPR n°58 du 13/02/2006 : élimination des déchets générés par les traitements anticancéreux, imposant l'élimination dans une filière "garantissant l'incinération à 1200 °C".

Lors de la visite, l'inspection a constaté à proximité du hall à fûts, à l'extérieur, 5 palettes sur lesquelles étaient filmés des containers en plastique bleu marqués UN3249, contenant des déchets de médicaments cytotoxiques. Sur le film était apposé une étiquette bien visible indiquant que l'incinération à 1200 °C est obligatoire.

De tels déchets sont déclarés couramment incinérés à Strasbourg et provenant de laboratoires dont l'un est identifié comme producteur de médicaments anti-cancéreux.

L'incinérateur de Strasbourg a l'obligation de porter les gaz de combustion à une température minimale de 850 °C (des températures de l'ordre de 900 °C étaient bien affichés sur les écrans de la salle de contrôle, au moment de la visite). Des températures supérieures seraient observées dans le four suivant les personnes présentes, mais elles ne sont pas mesurées.

Il n'a pas été possible à ces personnes de justifier que la température d'incinération des déchets en question atteint bien 1200 °C et qu'elle est maintenue pendant le procédé.

En application de la circulaire mentionnée, l'inspection doit notifier ce qui suit :

- Jusqu'à l'établissement de la preuve qu'une température d'incinération de 1200°C est garantie à tout moment de leur incinération, les déchets cytotoxiques de la nature de ceux observés dans la cour à côté du hall à fûts ne peuvent continuer à être traités à Strasbourg.
- La température de 1200 °C doit non seulement pouvoir être atteinte par le four, mais être effective tant que des déchets de cytotoxiques y sont présents. Cette température ne dépend pas que du four mais aussi des autres déchets qui y sont introduits, de la conduite du four (mobilisation des brûleurs d'appoint etc...).

**Type de suites proposées :** Sans suites, à ce stade

#### N° 8 État des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thèmes :** Risques accidentels, substances et mélanges stockés

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans objet

**Prescription contrôlée :**

Etat des matières stockées - dispositions spécifiques

« Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec

eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour, a minima de manière hebdomadaire, et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions « du présent article » sont applicables depuis le 01/01/2022.

L'exploitant répond à la prescription.

La vulgarisation de l'information est encore perfectible.

**Type de suites proposées :** Sans suites

#### N° 9 : Investigations post accidentelles

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thèmes :** Risques accidentels, post accident

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

Les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. (...)

- dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

« L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. »

**Annexe V DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION**



INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 (extrait)

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ».

Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 01/01/2023.

**Constats :**

Un contrat d'intervention est établi avec une société tierce (\*). On notera également que le groupe Séché, dont fait partie Trédi, a une unité d'intervention « post accident » propre.

L'exploitant a retenu le milieu « air », motivant son choix par le caractère d'urgence de l'intervention, les autres prélèvements, notamment de retombées lui paraissant pouvoir être différés.

L'inspection ne partage pas cette analyse. Un incendie, dont la maîtrise pourra nécessiter plusieurs heures, voire la journée, requerra des analyses rapides de retombées de suies (lingettes par exemple, pour la recherche de polluants organiques persistants, dioxines HAP ...) ou encore d'eau (le site est raccordé au Rhin).

Elle propose en conséquence que l'exploitant intègre cela dans son POI en cours de révision.

Dans les quelques jours qui suivent un accident, une campagne de prélèvement de lichens devra aussi être prévue.

(\*) L'inspection souligne que, contrairement à ce qui figure en page 5/17 du document de la société intervenante, elle n'a pas validé les paramètres retenus et ne les validera pas, quand bien même paraîtraient-ils pertinents en première analyse. L'inspection pourra, le cas échéant être amenée à en proposer d'autres, complémentaires, au préfet, lors d'une crise.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 10 : Rapport de l'assureur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thèmes :** Risques accidentels, incendie

**Prescription contrôlée :**

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le rapport 2016 a été présenté. Ce rapport a été complété de 3 remarques en 2021, selon l'exploitant. Un tableau de suivi des observations de l'assureur a été présenté en séance.

Une nouvelle visite de l'assureur est annoncée avant la fin du mois de mars 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suites

